

Salon de la nutrition

édition #5

05 et 06 Décembre 2025

RAPPORT NARRATIF

Résilience alimentaire face au
changement climatique: Quelles
solutions pour le Sénégal?



suivez-nous sur les réseaux sociaux @agorasl

www.ongagora.org

#SalonNutrition



Rapport Narratif du Salon

5e edition



suivez-nous sur les réseaux sociaux @agorasl

www.ongagora.org

[#SalonNutrition](https://twitter.com/SalonNutrition)





Introduction

Depuis 2019, l'ONG de santé publique AGORA organise le Salon de la Nutrition, un espace de réflexion et d'échanges qui réunit les acteurs engagés autour des enjeux de sécurité nutritionnelle, de résilience alimentaire et de santé publique.

Cette cinquième édition du Salon de la Nutrition, placée sous le thème « Résilience alimentaire face au changement climatique : quelles solutions pour le Sénégal ? », a mis un accent particulier sur les enjeux climatiques, en mettant en lumière leur impact sur la santé et la nutrition. L'événement s'est ouvert par une cérémonie officielle marquée par plusieurs allocutions.

La Directrice de l'Institut Français Mme Sarah Camara de Saint-Louis a, en introduction, souhaité la bienvenue aux participants. Elle a salué l'engagement constant de l'ONG AGORA, ainsi que son leadership, la pertinence des thématiques abordées et les efforts de valorisation du patrimoine alimentaire. Prenant ensuite la parole, la Directrice Exécutive de l'ONG AGORA Dr Mbathio Dieng est revenue sur le contexte global, notamment les effets du changement climatique sur les conditions de vie quotidiennes. Elle a ainsi souligné la pertinence du thème de cette édition, orienté vers la recherche de solutions durables.

Elle a également lancé un appel à l'ensemble des acteurs pour œuvrer à la construction d'un système de résilience communautaire solide, avant d'exprimer ses remerciements aux partenaires et de rendre un hommage appuyé au personnel de l'organisation.

Monsieur Abdou Dieng, représentant du CNDN, a transmis les remerciements du Secrétaire Exécutif et s'est félicité de l'implication du CNDN dans cette initiative. Il a mis en avant l'importance du thème, en cohérence avec les dynamiques du forum sur les systèmes alimentaires, et a exprimé son espoir de voir émerger des solutions concrètes et opérationnelles à l'issue des différentes sessions. Il a, par ailleurs, réaffirmé l'engagement du CNDN.

Clôturant la cérémonie d'ouverture, Monsieur Abou Sow, Préfet de Saint-Louis, a souligné l'importance fondamentale de la nutrition, qu'il considère comme un levier essentiel de l'émergence d'un pays. Il a rappelé les efforts consentis par l'État depuis l'indépendance pour améliorer la situation nutritionnelle des populations. Constatant la vulnérabilité de Saint-Louis face aux effets du changement climatique, il a exprimé l'espoir que les recommandations issues de ce salon contribuent à la mise en place d'un système nutritionnel moderne. Il a également indiqué attendre des conclusions fortes, susceptibles d'alimenter les politiques publiques et stratégies nationales dans les domaines de la santé et de l'environnement.

Salon de la nutrition

Édition #5 05 - 06 DÉC 2025

Résilience Alimentaire face aux
Changements Climatiques : Quelles
solutions pour le Sénégal?

Agenda

- 2 Panels
- 1 Conférence
- 2 Tables rondes
- 5 Présentations culinaires

📍 Institut Français du Sénégal à Saint-Louis



@agorasl



www.ongagora.org

#SalonNutrition

Conférence inaugurale

Nutrition, climat et territoires : penser local pour répondre global

La conférence inaugurale a été animée par **Monsieur Antoine FAYE**, expert en économie des changements climatiques, en mobilisation de ressources dans le domaine de l'environnement et membre du Comité National sur les Changements Climatiques (COMNACC), sous la modération de **M. Omar Cissé**, chargé de programme à Enda Énergie.

À travers son intervention, M. Faye a mis en lumière la complexité et le caractère transversal du changement climatique, qui affecte aujourd'hui l'ensemble des secteurs de l'économie nationale.

S'appuyant sur l'historique des négociations internationales, notamment depuis les grandes conférences fondatrices de Stockholm et de Rio, il a rappelé que la prise de conscience mondiale autour des enjeux environnementaux s'est progressivement renforcée. Toutefois, le lien entre climat, nutrition et santé est devenu de plus en plus central, en particulier du fait des émissions issues de l'agriculture, de la vulnérabilité des systèmes alimentaires et des effets du changement climatique tels que la salinisation des terres et l'intrusion marine, qui menacent directement la sécurité alimentaire, notamment dans les zones côtières comme Saint-Louis.

M. Faye a rappelé que les transitions écologiques ne sont pas nouvelles, mais que les modes de production et les émissions passées ont généré davantage de déséquilibres environnementaux. Avec l'adoption de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la communauté internationale a choisi de créer un espace de dialogue entre États aux contextes, responsabilités et capacités très différents. Dans ce cadre, le Sénégal s'inscrit dans une dynamique de solidarité, mais fait face à des contraintes liées à sa représentation au sein des groupes d'États africains.

Les négociations climatiques restent particulièrement complexes, car elles intègrent désormais des thématiques transversales telles que la santé, la nutrition et le développement, tout en étant marquées par une divergence des intérêts étatiques et par un déficit de représentativité, notamment pour les pays les plus vulnérables. Cette situation limite parfois la prise en compte des réalités locales dans les décisions internationales.

Face à ces défis, il est nécessaire pour les territoires de privilégier avant tout des stratégies d'adaptation, en cohérence avec les politiques nationales et en mobilisant les financements climatiques internationaux, tels que le Fonds vert pour le climat et les mécanismes liés aux pertes et dommages. Il a souligné qu'un accès effectif à ces financements suppose de démontrer clairement la causalité climatique des impacts environnementaux et sociaux observés.

L'approche One Health, intégrant de manière holistique la santé humaine, animale et environnementale, a été présentée comme un cadre pertinent pour répondre aux enjeux combinés du climat, de la nutrition et de la santé.

Dans cette perspective, les échanges ont mis en avant l'importance de solutions locales adaptées, telles que le reboisement des mangroves, le développement de cultures résilientes, la désalinisation des sols et de l'eau, ainsi qu'une meilleure valorisation des savoirs et pratiques territoriales.

La conférence a également souligné le rôle crucial des acteurs non étatiques (organisations locales, société civile, collectivités territoriales) dans la mise en œuvre des actions climatiques et leur participation aux négociations. Il a été jugé pertinent d'intégrer les conventions en tant qu'acteurs non étatiques reconnus, et d'assurer une participation massive des organisations locales au sein de la « Team Sénégal » dans les espaces de négociation, y compris sur des sujets sensibles tels que le secteur des hydrocarbures.

Enfin, M. Faye a rappelé l'importance de l'appui des partenaires techniques et financiers, à l'image de la Fondation Rockefeller, dans l'accompagnement du gouvernement sénégalais.



En conclusion, la conférence a mis en évidence que le climat, la nutrition et la santé constituent désormais des piliers incontournables des politiques et négociations climatiques. Seule une approche territoriale, holistique, systémique, multisectorielle et inclusive, contextualisée selon les réalités locales, permettra de répondre de manière efficace et durable aux défis climatiques actuels et futurs.



Panel 1

Stratégies politiques climatiques et sanitaires du Sénégal

Sous la modération de **M. Samba Fall**, membre de Enda Energie, ce panel a été brillamment animé par **M. Antoine FAYE**, expert en Finance climatique, **Pr. Maty Diagne CAMARA**, Médecin en Santé publique et Nutritionniste et **M. Mamadou SARR** de la DGPSN.

Les présentations ont démontré que le volet scientifique consacré aux initiatives et politiques de renforcement de la résilience a mis en évidence les impacts multidimensionnels du changement climatique sur le travail, la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition et la protection sociale, tout en soulignant la nécessité d'actions coordonnées, fondées sur des données scientifiques et une forte intersectorialité.

Les dernières conclusions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont été rappelées, notamment en ce qui concerne les effets de la chaleur extrême sur les travailleurs, la baisse de la productivité, les risques sanitaires accrus et la surconsommation énergétique qu'elle engendre.

Ces constats s'inscrivent dans le cadre du rapport de la stratégie nationale à long terme, aligné sur la Vision Sénégal 2050, qui reconnaît le changement climatique comme un facteur majeur de vulnérabilité socioéconomique.

Les échanges ont ensuite porté sur l'impact du changement climatique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'augmentation des températures, les aléas climatiques extrêmes et la dégradation des écosystèmes contribuent à l'apparition de maladies émergentes, à la réduction de la disponibilité et de la qualité des aliments, ainsi qu'à une instabilité croissante des systèmes alimentaires. Le changement climatique affecte simultanément les quatre piliers de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité.

Une étude de l'ONG ALIMA a mis en lumière l'ampleur de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, où 76,7 millions de personnes souffraient de la faim en 2023.

À cela s'ajoutent les maladies liées au climat, ainsi qu'aux effets de l'acidification des océans, qui favorisent la salinisation des sols, affectant directement la production agricole et les moyens de subsistance des communautés côtières.

Ces impacts se traduisent par des pertes de revenus pour les agriculteurs et les éleveurs, touchant de manière disproportionnée les groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap.

Le réchauffement climatique influence également les pratiques nutritionnelles, y compris l'allaitement maternel exclusif (AME), dans un contexte où la sécurité nutritionnelle est de plus en plus menacée dans les pays en développement.

Face à ces défis, les intervenants ont souligné l'urgence d'une action concertée, multisectorielle et fondée sur des évidences scientifiques, intégrant des pratiques agricoles résilientes et adaptées aux contextes locaux.

Les discussions ont également porté sur les stratégies nationales de protection sociale, portées par la Direction générale de la protection sociale et de la solidarité nationale (DGPSN), rattachée au ministère de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités. Ces stratégies s'inscrivent dans la réalisation de l'Objectif de développement durable 1 (ODD 1), visant la réduction de la pauvreté.

La Stratégie nationale de protection sociale (SNPS) a permis, entre autres, la création de régimes spécifiques pour les personnes en situation de handicap. Toutefois, des faiblesses de coordination et une inadéquation de certains textes ont été relevées.

L'État a structuré son intervention autour de quatre axes, incluant la planification stratégique, l'investissement et des objectifs stratégiques clairs, notamment l'intégration des enfants dans les politiques de protection sociale, l'extension des transferts monétaires, et la lutte contre la mendicité. Un accent particulier est mis sur le renforcement de la résilience des communautés face aux chocs et catastrophes climatiques, à travers des programmes de résilience agricole. Cependant, la question du financement demeure un défi majeur, avec seulement 7 % du budget annuel alloué à ces priorités.

Dans cette perspective, l'expert en finances climatiques a insisté sur la nécessité d'agir localement pour un impact global, en s'appuyant sur la protection des enfants et la résilience communautaire. Il a rappelé que la résilience n'est pas un stock à épuiser, mais une méthodologie d'action et d'anticipation face aux crises.

L'absence d'un plan national d'adaptation pleinement opérationnel, malgré l'existence de cadres nécessitant des ressources importantes, demeure une contrainte majeure. Il a également rappelé les impacts historiques des sécheresses des années 1970, notamment sur la production rizicole dans le sud du pays.

Des alternatives pour lutter contre les changements climatiques existent, mais nécessitent des investissements que le budget national seul ne peut supporter. À ce titre, des opportunités de financement climatique ont été évoquées, notamment à travers le Centre de suivi écologique, capable de mobiliser jusqu'à 10 millions de dollars par projet, la Banque agricole avec des prêts à taux préférentiels, ainsi que les entités accréditées facilitant l'accès aux fonds verts. Les intervenants ont toutefois insisté sur l'importance de ne pas négliger la dimension socioculturelle dans la conception et la mise en œuvre des projets.

Les échanges ont mis en évidence la nécessité de renforcer l'articulation entre recommandations, initiatives et opportunités existantes. Plusieurs contributions ont souligné l'importance du ciblage des personnes vulnérables, de l'implication des acteurs locaux et de l'intégration de programmes agro-sylvo-pastoraux. Des mécanismes de protection ont été mis en place pour les ménages victimes d'inondations et les ménages agricoles, incluant des transferts d'urgence.

Sur le plan scientifique, l'accent a été mis sur la surveillance des maladies émergentes, le renforcement du partage d'informations, et la collaboration entre chercheurs et praticiens. Des notes de conjonctures et documents scientifiques ont mis en évidence le rôle du poisson riche en oméga-3 dans le développement nutritionnel des enfants, et les risques sanitaires liés aux carences nutritionnelles.

Enfin, les discussions ont rappelé l'importance du suivi des négociations climatiques (tracking), de la transparence, et de l'implication des collectivités locales et des ONG dans les processus décisionnels. Les exigences issues de la COP21 de Paris, notamment l'implication du ministère des Finances dans la budgétisation des actions climatiques et la mise en place de mécanismes de suivi-évaluation, de reporting et de redevabilité, ont été soulignées.



Conclusion

En sommes, ce volet scientifique a mis en évidence la nécessité d'un leadership fort pour le plaidoyer autour du nexus climat-santé-nutrition, soutenu par une approche intégrée, fondée sur des évidences scientifiques, une coordination intersectorielle renforcée, des capacités techniques accrues pour l'élaboration et le suivi des projets, ainsi qu'une implication effective des acteurs locaux afin de renforcer durablement la résilience des communautés face aux changements climatiques.

Table ronde 1

Nexus climat santé nutrition: de la recherche à l'action

Cette session est exclusivement animée par des universitaires ayant mené des communications scientifiques, présenté des projets de recherche-action et réalisé des analyses prospectives en qualité de chercheurs et d'experts nationaux.

Lien eau-santé-changement climatique : cas des îles du Saloum.

Dr Coura Kane (UABD), chercheuse au Laboratoire Leïdi – Département de géographie, a présenté un projet d'étude portant sur les risques sanitaires liés aux changements climatiques dans les îles du Saloum, un espace insulaire entouré d'eau mais confronté à de graves problèmes d'accès à l'eau potable, du fait de la salinisation des nappes.

Ces territoires sont fortement exposés aux phénomènes climatiques extrêmes, dans un contexte marqué par des infrastructures sanitaires insuffisantes, la pauvreté, l'enclavement et des routes impraticables. L'objectif principal de l'étude est d'analyser les risques climato-sanitaires et d'élaborer un plan de gestion des risques, avec des productions scientifiques prévues sous forme d'ouvrages et d'articles.

Les résultats issus de la collecte de données révèlent un lien direct entre changements climatiques et santé, notamment à travers la recrudescence des maladies hydriques dues à la salinisation de l'eau, la vulnérabilité accrue des femmes enceintes et des enfants, l'émergence de maladies respiratoires, ainsi que l'impact de la dégradation des sols sur la sécurité alimentaire. La mobilisation communautaire reste limitée, en raison du manque d'infrastructures. Toutefois, les communautés développent des pratiques traditionnelles de résilience pour faire face à ces contraintes.

L'étude met en évidence une perte de 33 % des terres agricoles, des vagues de chaleur, des inondations, la montée du niveau de la mer, la perte de biodiversité, ainsi qu'un endettement croissant des ménages pour l'achat d'eau potable. Les conséquences sanitaires incluent des problèmes d'hypertension chez les personnes âgées, la pénibilité de la corvée d'eau, et des troubles de santé mentale liés au stress et à la psychose engendrés par cette corvée. Une érosion de la diversité alimentaire est également observée.

Parmi les stratégies d'adaptation identifiées figurent la mise en place de jardins maraîchers en hauteur, des outils de sensibilisation communautaire, la surveillance sanitaire, et une approche participative et inclusive visant à documenter les vulnérabilités climato-sanitaires et à proposer des solutions localement adaptées, intégrant la sécurité alimentaire.

Les échanges ont rappelé que la sécurité alimentaire repose sur quatre composantes : disponibilité, accès, utilisation biologique et stabilité, et qu'elle est étroitement liée au climat, à l'agriculture et à la nutrition. À l'échelle mondiale, 40 % de la population était vulnérable aux effets du changement climatique en 2022.

Les impacts observés incluent une dépendance accrue aux importations alimentaires, une hausse des prix, et le fait que près de la moitié de l'eau consommée provient de sources non potables. Sur le plan nutritionnel, on note une augmentation des carences en micronutriments, avec une prévalence de la malnutrition estimée à 8 %, et 40 % des populations incapables de couvrir leurs besoins en micronutriments. Les femmes, notamment dans le secteur agricole, restent particulièrement désavantagées.

Le projet JAWW JI MANGO NIAYES, présenté par **Dr Anta Agne Djigo**, met en évidence les enjeux de résilience climatique dans la zone des Niayes. Cette région, qui assure 50 % de la production fruitière nationale et 70 % des exportations de mangues, fait face à plusieurs pressions telles que l'industrie extractive, la pollution des eaux et la dégradation des sols. Le projet vise ainsi à renforcer la résilience climatique des producteurs de mangues.

Les résultats montrent une forte perception des effets du changement climatique par les producteurs, en particulier sur la baisse des rendements et la prolifération des ravageurs. Parmi les solutions identifiées figurent la mise en place de haies brise-vent (notamment la bande de filaos), l'amélioration de l'accès à l'eau, et des stratégies d'agriculture associée, combinant mangue et maraîchage, mangue et autres productions fruitières, ainsi que l'introduction de variétés ancestrales améliorées.

La faible transformation, les difficultés de stockage et de conservation de la mangue constituent des contraintes majeures. Des innovations et politiques adaptées sont nécessaires pour améliorer la transformation, la conservation et la commercialisation.

Dr Malick Anne a mis en exergue la **problématique des carences nutritionnelles**, qui coexistent avec les excès alimentaires, ces derniers représentant 53 % des situations observées. Il a souligné que 75 % des Sénégalaises utilisent régulièrement des bouillons, du sel et des mélanges d'épices, contribuant à des facteurs de risque nutritionnels. Une stratégie nationale de réduction des facteurs de risque et des programmes de prise en charge sont prévus, dans un contexte où le ministère de la santé travaille sur la résilience, avec un appel à une implication accrue de la société civile dans les politiques de bien-être.

Le **Pr Dème**, physicien du climat, est revenu sur les épisodes de canicule en Europe en 2022 et les stratégies de riposte, soulignant la nécessité de créer des groupes de travail sur le nexus climat-santé.

Il a évoqué des études sur les maladies vectorielles (paludisme, dengue) et les maladies non transmissibles (MNT), avec des projections montrant une vulnérabilité accrue des zones nord, notamment en raison des poussières.

Les maladies cardiovasculaires et respiratoires devraient être fortement impactées par le réchauffement climatique. Une étude à Saint-Louis a révélé un taux de cholestérol de 60 %, soulignant l'urgence d'alerter. Il a insisté sur les difficultés de coordination interdisciplinaire entre sciences médicales, infirmières, nutrition et bien-être.

Enfin, les interventions ont rappelé l'importance des programmes de supplémentation en vitamine A (Helen Keller), les enjeux liés à la transition nutritionnelle et à la surconsommation, ainsi que l'engagement du gouvernement à travers des plans et stratégies nationales. La conclusion a appelé à une meilleure coordination des actions publiques, à la cartographie des interventions dans le cadre de la DLMP, et à une réorientation des subventions vers l'accès aux aliments sains, au détriment des produits ultra-transformés, des huiles raffinées et du sucre.

Conférence 2

La présentation du Secrétariat Exécutif du CNDN sur le thème « Changement climatique et sécurité nutritionnelle : Défis et réponses multisectorielles au Sénégal » a montré que le changement climatique affecte fortement la sécurité nutritionnelle, à travers la salinisation des terres, la baisse des rendements agricoles (notamment du riz) les inondations, l'acidification marine et la diminution des ressources halieutiques.

Dans un contexte marqué par l'anémie et diverses carences nutritionnelles, des solutions concrètes sont proposées aux décideurs : promotion d'une agroécologie durable et résiliente, renforcement de la protection sociale, amélioration des systèmes de santé, cela à travers la mise en oeuvre d'un Plan stratégique multisectoriel 2024-2028 articulé autour de huit objectifs, dont la réduction du taux d'obésité.

Le CNDN a pour mission de créer un cadre de concertation pour orienter le développement de la nutrition et proposer des réponses multisectorielles, mobilisant des acteurs variés — ministères sectoriels, protection sociale, société civile, partenaires internationaux et sous-régionaux. En s'appuyant sur des référentiels et recommandations de politiques publiques, et en renforçant la décentralisation ainsi que l'engagement du secteur privé, le CNDN appelle à une action collective, intégrée et cohérente pour bâtir un Sénégal résilient et nourricier

Enfin, les interventions du public ont montré l'importance:

- de mettre en place un cadre clair de suivi et de redevabilité du plan multisectoriel, accompagné d'un renforcement des capacités des acteurs.
- de développer des financements endogènes et des mécanismes innovants pour assurer la souveraineté et la durabilité des actions nutritionnelles.
- de promouvoir une transition progressive vers l'agroécologie, en tenant compte des réalités et des dynamiques locales.
- d'accorder une attention accrue à la malnutrition par excès à travers un leadership renforcé et une meilleure coordination multisectorielle
- d'intégrer la recherche dans la prise de décision et traduire ses résultats en actions concrètes et opérationnelles.



Table ronde 2

Climat-santé- nutrition: retours d'expérience des acteurs

1. Environnement, climat et restauration des écosystèmes

Enda Energie (**M. Omar Cissé**) intervient dans le Delta du Saloum caractérisé par son écosystème complexe et un habitat favorable aux ressources halieutiques. Toutefois, il est confronté à plusieurs menaces environnementales, notamment la rupture de la flèche de Sangomar, la dégradation de la mangrove, la salinisation des terres et la perte d'environ 4 000 hectares de mangrove. Pour faire face à ces défis, des efforts de restauration de la mangrove sont menés à travers trois approches : mécaniques, chimiques et biologiques.

Les expériences réalisées montrent qu'il est possible de riposter à ces fléaux, mais la mobilisation des ressources nécessite des évidences, étude pour déterminer le lien de causalité afin d'accéder à des financements.

Les actions engagées incluent l'appui à l'ANP pour la mise en place d'une gestion des aires marines, la restauration de l'habitat naturel à travers l'installation de 200 récifs artificiels et l'ensemencement de mollusques sur plusieurs hectares, ainsi que la restauration de la forêt de mangrove par des opérations de reboisement et de curage de sable. La mise en place de digues anti-sel vise également à lutter contre la salinisation des terres. Malgré ces efforts, la dégradation progressive de certaines îles demeure un défi, tandis que la raréfaction du poisson et des céréales locales constitue une source d'insécurité alimentaire et économique pour les populations.

2. Agroécologie et systèmes alimentaires durables

L'exposé de **Mme Absa Mbodj**, (Enda Pronat) à mis l'accent sur la situation de Tambacounda, une zone fortement touchée par la déforestation. Ce phénomène entraîne une baisse de la biodiversité et de la pluviométrie, ainsi que des difficultés d'accès à l'eau, rendant les forages plus complexes et affectant les productions agricoles. La chaleur extrême du sol rend également le semis à sec du mil presque impossible, ce qui augmente les coûts d'investissement pour les producteurs. Face à ces défis, les populations s'appuient sur les connaissances endogènes pour mettre en place des mécanismes d'adaptation fondés sur l'agroécologie, considérée à la fois comme une pratique agricole et une approche socio-politique.

Les stratégies développées incluent des pratiques agrosylvopastorales, l'utilisation du compost et des déchets organiques, l'agroforesterie, ainsi que des initiatives innovantes comme la production de champignons. Des jardins agroécologiques sont également mis en place pour approvisionner les cantines scolaires, tout en favorisant la combinaison entre élevage et agriculture et l'implication active des populations.

Ces initiatives reposent sur un travail de synergie et de partenariat entre plusieurs acteurs, à travers des programmes de territorialisation et des plateformes de concertation. L'objectif est d'assurer la durabilité des actions tout en menant un plaidoyer pour faciliter l'accès des producteurs aux matières organiques nécessaires à la fertilisation des sols.

3. Sécurité alimentaire, nutrition et résilience communautaire

Les inondations et les perturbations environnementales influencent la perception des ménages et constituent des facteurs limitant la diversité alimentaire, avec des impacts sur la nutrition et l'apparition de maladies liées à l'alimentation. Tout cela accentue l'insécurité alimentaire et économique.

Ainsi, Helen Keller appuie les systèmes alimentaires locaux (projet Kawlor) avec des résultats significatifs :

- 15 000 micro-jardins installés,
- 1 200 greniers communautaires,
- 18 milliards FCFA mobilisés par les femmes via les tontines.
- Accompagnement spécifique des groupements de femmes pour améliorer la diversité alimentaire et les revenus.

4. Éducation, gouvernance et changement des comportements

ASPES (**Dr Mouhammadou M. Ndoeye**) plaide pour une réforme du système éducatif intégrant l'éducation nutritionnelle, sanitaire et agroécologique. Cela, à travers la mise en place d'un projet d'éducation nutritionnelle à Rufisque, visant l'amélioration de la qualité des repas scolaires et activités de reboisement.

5. Durabilité, plaidoyer et perspectives

À Bakel, dans le cadre du projet JEF, des réflexions sont menées sur les habitudes alimentaires, ainsi que sur la disponibilité et l'accessibilité des aliments, notamment à travers des initiatives telles que l'irrigation à petite échelle et la pêche collective.

Ces actions visent à renforcer les systèmes alimentaires locaux et à réduire la dépendance aux produits importés, en particulier les aliments ultra-transformés. Cette démarche met en évidence l'importance de la capitalisation des projets existants et de la promotion d'approches territorialisées du développement. Dans cette dynamique, Legs Africa mène un plaidoyer en faveur des fonds bleus, de la justice environnementale, de la protection du littoral et du renforcement de la souveraineté alimentaire.

Panel 2

Institutionnalisation et gouvernance de la nutrition

Sous la modération de la **Seydou Ndiaye** Coordonnateur national de la plateforme SUN, Cette session a été brillamment animé par des membres de la Société civile, en l'occurrence **M. Cheikh Pathé Fall**, référent technique SAN de l'ONG EVE, **Mme Ndeye Yaga Sy**, Conseillère en politique nutritionnelle et en plaidoyer à Helen Keller, **M. Abdou Khaly Mbodj**, coordonnateur du Consortium Dekkandoo. Elle a aussi été marquée par la participation active de l'institution de référence en matière de nutrition par le biais de **M. Abdou DIENG** spécialiste en gouvernance locale au CNDN.

À l'entame de cette session, il a été rappelé que l'institutionnalisation de la nutrition repose sur un cadre organisationnel jugé globalement solide, structuré autour du CNDN, instance de coordination stratégique, et d'un Référentiel national servant de cadre de gouvernance pour fédérer l'ensemble des parties prenantes. Ce dispositif vise à accompagner, harmoniser et unifier les interventions des acteurs publics, communautaires et de la société civile afin de garantir une synergie d'actions

Le Programme de Renforcement de la Nutrition (PRN), mis en œuvre en deux phases avec l'appui de la Banque mondiale, a contribué à consolider ce cadre institutionnel, notamment à travers la mise en place d'un dispositif de suivi et l'élaboration du Plan Stratégique Multisectoriel de Nutrition (PSMN), décliné en plans d'action sectoriels.

Acquis institutionnels

Au-delà de l'ancrage institutionnel, plusieurs avancées majeures sont à souligner :

- Territorialisation de la politique nationale de nutrition, favorisant l'appropriation locale ;
- Élaboration d'un référentiel pour les documents de planification ;
- Promotion du dialogue communautaire et implication des communautés dans la définition des stratégies ;
- Mise en place de cadres de concertation multi-acteurs, notamment le Groupe Thématique Nutrition, appuyé par la Fondation Nous Cims, pour la dissémination de la Théorie du Changement (TOC).



Ces acquis témoignent de l'existence d'un cadre institutionnel pertinent et structuré. Malgré ces avancées, plusieurs défis compromettent l'efficacité et l'opérationnalisation du dispositif :

- Problèmes de représentativité au sein des cadres de concertation ;
- Insuffisante compréhension harmonisée des enjeux de l'institutionnalisation entre secteurs ;
- Faiblesses observées dans la mise en œuvre du PSMN 1 ;
- Manque d'alignement des interventions et dispersion des efforts ;
- Faible fonctionnalité opérationnelle de certains cadres, notamment pour la mobilisation et la gestion des financements extérieurs ;
- Déficit de reporting au niveau des représentations régionales, chargées de cartographier les actions locales ;
- Engagement limité des collectivités territoriales, impactant les résultats ;
- Manque d'harmonisation des actions entre acteurs.



Lors des échanges, il a été souligné qu'il ne peut y avoir une véritable institutionnalisation sans une compréhension partagée et une coordination effective entre les secteurs. Par ailleurs, des clarifications sont attendues sur certains produits alimentaires afin de lever des équivoques techniques.

Des actions prioritaires ont été proposées afin d'améliorer la fonctionnalité et l'opérationnalisation des cadres existants, les participants ont recommandé :

- Le renforcement des capacités des acteurs, à tous les niveaux ;
- La rencontre avec les autorités administratives en vue de la mise en place de comités départementaux de développement de la nutrition, de comités communaux et de comités locaux de développement de la nutrition ;
- L'instauration de mécanismes durables pour assurer le fonctionnement effectif de ces comités ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action nutrition au niveau communal ;
- Le renforcement des actions de plaidoyer en faveur d'allocations budgétaires dédiées ;
- La dissémination et la vulgarisation continues des cadres stratégiques et du TOC ;
- La promotion d'une action intégrée, coordonnée et repensée pour éviter la dispersion des efforts.

En sommes, le cadre institutionnel de la nutrition est reconnu comme pertinent et bien structuré. Toutefois, son efficacité dépend de son opérationnalisation effective, de l'harmonisation des interventions, de l'engagement des collectivités territoriales et du renforcement de la coordination multisectorielle. L'enjeu majeur demeure la consolidation des acquis institutionnels à travers une action intégrée, durable et alignée sur les priorités nationales et locales.

Présentation culinaire pour le prix meilleure innovation de Kayy Toog

Le salon s'est conclu par une brève présentation de Kaay Toog, une compétition culinaire visant à promouvoir une alimentation saine et équilibrée en milieu communautaire afin de lutter contre les maladies chroniques. Cette cinquième édition a pour thème : « Innover avec les super aliments » avec 3 défis nutritionnels: Cuisiner avec moins de matières grasses, sans sucre ajouté et sans bouillons industriels.

Des candidats, constitués en binômes, ont été sélectionnés pour concourir au prix de la meilleure innovation. Leurs présentations ont également constitué un fort plaidoyer en faveur des super aliments locaux, reconnus comme de précieux alliés dans la prévention des maladies liées à l'alimentation.

Découvrez les innovations culinaires à travers le lien suivant:

<https://www.youtube.com/playlist?list=PL-5VzgqyeDa9tOaTKiLIA8qYaQiXtz5xl>



Conclusion

La cinquième édition du Salon de la Nutrition a permis de mettre en évidence l'étroite interdépendance entre changement climatique, santé et nutrition, ainsi que l'urgence de renforcer la résilience des systèmes alimentaires au Sénégal. Les échanges scientifiques, institutionnels et communautaires ont démontré que les impacts climatiques affectent profondément les ressources naturelles, les systèmes de production, la disponibilité alimentaire et, in fine, l'état nutritionnel des populations, en particulier les groupes les plus vulnérables.

Les discussions ont également montré que le Sénégal dispose déjà de cadres institutionnels, de stratégies nationales et d'initiatives locales prometteuses. Toutefois, leur efficacité dépendra de leur opérationnalisation effective, d'une meilleure coordination entre les acteurs et d'un renforcement des mécanismes de financement, de suivi et de redevabilité.

Dans cette perspective, plusieurs orientations se dégagent pour les années à venir. Il s'agira notamment de renforcer l'approche territoriale et multisectorielle du nexus climat-santé-nutrition, en valorisant les solutions locales telles que l'agroécologie, la restauration des écosystèmes, la diversification alimentaire et la promotion des aliments locaux. L'intégration systématique des résultats de la recherche dans l'élaboration des politiques publiques apparaît également comme un levier essentiel pour améliorer l'efficacité des interventions.

Par ailleurs, le développement de financements innovants et endogènes, l'implication accrue des collectivités territoriales et de la société civile, ainsi que le renforcement des capacités techniques des acteurs locaux seront déterminants pour assurer la durabilité des actions engagées. L'éducation nutritionnelle, la transformation des comportements alimentaires et la valorisation des savoirs endogènes constituent également des axes stratégiques pour accompagner la transition vers des systèmes alimentaires plus sains, durables et résilients.

Enfin, les conclusions de ce salon appellent à un plaidoyer renforcé et à un leadership collectif afin de porter ces recommandations au niveau national et international. Dans un contexte de changement climatique de plus en plus marqué, la construction d'un système alimentaire durable, inclusif et résilient représente non seulement un enjeu de santé publique, mais aussi une condition essentielle pour le développement durable et la souveraineté alimentaire du Sénégal.



suivez-nous sur les réseaux sociaux @agorasl



www.ongagora.org

[#SalonNutrition](https://twitter.com/SalonNutrition)



AGORA Santé Publique remercie ses partenaires



Prochaine édition

4 - 5 Decembre 2026



suivez-nous sur les réseaux sociaux @agorasl

www.ongagora.org

#SalonNutrition

Plus d'informations sur le Salon de la nutrition

Lien du film du Salon: <https://bit.ly/filmsalonnutrition2025>

Lien des photos du Salon: <https://bit.ly/imagessalonnutrition2025>

Site web du Salon: [cliquez-ici](#)

Rapport Annuel 2024: [cliquez-ici](#)



AGORA Santé Publique